

INF.3/Add.1F

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'EUROPE

COMITÉ DES TRANSPORTS INTÉRIEURS

Groupe de travail des transports de marchandises dangereuses
(Soixante-seizième session,
Genève, 3-7 mai 2004)

ENQUÊTE PRÉPARATOIRE AU FORUM

ENQUÊTE PREPARATOIRE AU FORUM

LE CONSEILLER A LA SECURITE ET LA MISE EN PLACE DANS LES PAYS DU RID/ADR/ADN

PAYS AUTORITE COMPETENTE

DENOMINATION :

ADRESSE :
.....

TEL :

E-MAIL :

PERSONNE AYANT REMPLI LE PRESENT QUESTIONNAIRE

NOM :

FONCTION :

ADRESSE :
.....

TEL :

E-MAIL :

REPONSES AUX QUESTIONS :

Merci de barrer ou supprimer la mauvaise réponse.

NON

OUI

Les réponses doivent être écrites si possible en Français, en Anglais ou en Allemand.

RETOUR DU DOCUMENT :

Merci de retourner l'enquête **AVANT LE 23 Avril 2004** .

Merci de transmettre également un sujet d'examen récent (Questionnaire et Etude de cas) qui concerne au moins le mode de transport « route » et la spécialisation « Classe 3, 4.1, 4.2, 4.3, 5.1, 5.2, 6.1, 6.2, 8 et 9 »

Ce document peut nous être transmis dans votre langue ou traduit en Anglais, Français ou Allemand.

L'enquête et le sujet sont à retourner :

- par courrier : CIFMD
14 rue de la république,
Bat Le diamant A
92800 Paris la défense
France
- par fax : 00 33 1 46 53 11 04
- par mail : contact@cifmd.fr

GLOSSAIRE :

- **Session d'examen** : C' est l'organisation d'un examen à une date donnée dans un ou plusieurs centres d'examens.
- **Règlement** : un des règlements ADR, RID, ADN ou ADNR
- **Conseiller sécurité « externe »** : il n'appartient pas à l'entreprise dont il est le conseiller (cf. 1.8.3.4) : Il peut exercer ses fonctions dans plusieurs entreprises en même temps.

L'OBTENTION DU CERTIFICAT DE CONSEILLER A LA SECURITE

1. LES CONDITIONS REQUISES POUR ETRE CANDIDAT A L'EXAMEN

1.1 Une limite d'âge minimum est-elle imposée?

NON

OUI

Si oui, laquelle ?.....

1.2 Un niveau d'études est-il exigé?

NON

OUI

Si oui, lequel ?.....

.....

Doit-il être justifié par un diplôme ?

NON

OUI

1.3 Une expérience professionnelle préalable est-elle exigée?

NON

OUI

Si oui, laquelle ?.....

1.4 Une formation préalable, dispensée par un organisme spécialisé, est-elle exigée ?

NON

OUI

Si oui :

- L'organisme de formation est-il agréé par l'autorité compétente?

NON

OUI

Si oui :

- Dans quelles conditions est accordé cet agrément ?.....

.....
.....
.....
.....

- Quelle est la durée de cet agrément?

.....

- Quelle est la durée de cette formation?.....

2 L'ORGANISATION DE L'EXAMEN

2.1 L'autorité compétente prend-elle directement en charge l'organisation de l'examen?

NON

OUI

Si oui, une liste de procédures à respecter a-t-elle été établie?
(Passer directement à la question 2.2)

Si non :

- Quel est, ou quels sont, les organismes examinateurs?.....

.....

- Les organismes examinateurs organisent ils également des formations préalables à l'examen ?

NON

OUI

- Comment les organismes examinateurs sont ils désignés et agréés?.....

.....

.....

.....

- Comment les organismes examinateurs sont ils contrôlés par l'autorité compétente ?

.....

.....

.....

- Comment est assurée l'indépendance de l'organisme examinateur (par exemple : par rapport à la formation, ... etc.) ?

.....

.....

.....

- Une liste de procédures à respecter a-t-elle été établie?

NON

OUI

Si oui :

- l'autorité compétente approuve-t-elle cette liste de procédures ?

NON

OUI

- L'autorité compétente veille-t-elle au respect de ces procédures?

NON

OUI

Si oui, comment s'effectue cette surveillance?

.....
.....
.....
.....
.....

2.2 Y a-t-il un droit d'inscription à l'examen?

NON

OUI

Si oui, quel est son montant? (Préciser la monnaie)

2.3 Combien chaque organisme examinateur a-t-il programmé de sessions* d'examen en 2003 ?.....

** Une session est l'organisation d'un examen.*

2.4 Combien de candidats au plan national se sont présentés à l'examen en 2003?.....

2.5 Combien de candidats ont été admis à l'examen en 2003, au plan national?

2.6 Les sujets d'examen sont-ils nationaux?

NON

OUI

Si oui, combien y-a-t-il de centres d'examen?.....

Si non, combien y-a-t-il d'organisme examinateur proposant chacun son sujet d'examen?.....

2.7 Pour chaque spécialisation, y-a-t-il des questions sur les aspects généraux du Règlement*?

NON

OUI

** On entend par "Règlement" un des règlements ADR, RID, ADN ou ADN R*

2.8 Y-a-t-il une des spécialisations prévues au 1.8.3.13 du Règlement*, imposée à tous les candidats?

NON

OUI

Si oui, laquelle?.....

2.9 Y-a-t-il des audits des lieux ou centres d'examen?

NON

OUI

Si oui, par qui sont-ils effectués?.....

3. LE DEROULEMENT DE L'EXAMEN

3.1 L'identité des candidats est-elle contrôlée?

NON

OUI

3.2 Les copies d'examen sont-elles anonymes?

NON

OUI

3.3 Y-a-t-il des surveillants dans la salle d'examen?

NON

OUI

Si oui, combien y-a-t-il au maximum de candidats par surveillant?.....

3.4 Les candidats peuvent-ils consulter le Règlement* ?

NON

OUI

3.5 Les candidats peuvent-ils consulter d'autres ouvrages ?

NON

OUI

3.6 L'usage d'un micro-ordinateur portable est-il autorisé?

NON

OUI

3.7 Y-a-t-il une procédure d'exclusion de prévue en cas de fraude?

NON

OUI

Si oui, pour quel(s) motif(s) peut-elle être mise en œuvre?.....

.....
.....
.....

3.8 Quelle est la durée de l'épreuve "questionnaire"(1.8.3.12 a) ?

3.9 Dans l'épreuve "questionnaire" combien y-a-t-il de questions ouvertes?

3.10 Dans l'épreuve "questionnaire" combien y-a-t-il de questions QCM?

3.11 Existe il une grille qui impose des questions par objectifs ou parties du Règlement* ?

NON

OUI

3.12 Quelle est la durée de l'épreuve "étude de cas"(1.8.3.12 b) ?

4. LA BANQUE DE DONNEES DES QUESTIONS DU QUESTIONNAIRE

4.1 Y-a-t-il une banque de données des questions?

NON

OUI

Si oui :

- Qui établit cette banque de données?.....
.....
.....
- Combien comporte-t-elle de questions?
- Comment est elle segmentée ?
- Quelle est sa fréquence de mise à jour?
- Est-elle accessible au public?

NON

OUI

Si non, considérez-vous qu'elle soit la propriété de l'organisme examinateur?

NON

OUI

5. LE NIVEAU DE L' EXAMEN

5.1 Y-a-t-il une pondération différente des questions (du questionnaire)?

NON

OUI

5.2 Si l'examen est national comment le niveau des différentes sessions* d'examen est il harmonisé ?

.....
.....
.....

5.3 S'il existe plusieurs organismes examinateurs, comment est le niveau des divers examens est il l'harmonisé?

.....
.....
.....

6. LE CHOIX DES SUJETS

6.1 Y-a-t-il une instance chargée du choix des QCM et/ou des questions ouvertes de l'épreuve "questionnaire"?

NON

OUI

Si oui, comment est-elle constituée?.....

Si non, qui effectue ce choix?.....

6.2 Y-a-t-il une instance chargée du choix de "l'étude de cas"?

NON

OUI

Si oui, comment est-elle constituée?

Si non, qui effectue ce choix?

7. LA CORRECTION DES EPREUVES

7.1 Pour une copie d'examen, la correction des questions ouvertes est-elle effectuée par un seul correcteur?

NON

OUI

Si non, combien de correcteurs notent chaque copie?

7.2 Pour une copie d'examen, la correction de l'étude de cas est-elle effectuée par un seul correcteur?

NON

OUI

Si non, combien de correcteurs notent chaque copie?.....

7.3 La correction des QCM est-elle effectuée par un procédé informatique?

NON

OUI

7.4 Sur combien de points est notée l'épreuve "questionnaire"?.....

7.5 Sur combien de points est notée l'épreuve "étude de cas"?.....

7.6 Y-a-t-il une note éliminatoire pour chacune des épreuves ("questionnaire" et "étude de cas")?

NON

OUI

Si oui :

- Quelle est cette note éliminatoire pour le "questionnaire"?.....
- Quelle est cette note éliminatoire pour l "étude de cas"?.....

7.7 Quelle est la note minimale exigée à l'ensemble de l'examen pour permettre l'admission?.....

7.8 Y-a-t-il un jury d'examen chargé des corrections, des notations et de la proclamation des résultats?

NON

OUI

Si NON :

- Qui nomme les correcteurs?

.....
.....

- Quelles sont les conditions requises pour être correcteur?

.....
.....

- Qui proclame les résultats?

.....
.....

Si OUI :

- Qui en désigne les membres?.....

.....

- Comment est-il constitué?

.....

- Sa constitution est-elle la même que celle de l'instance chargée du choix des sujets?

NON

OUI

- Quelles sont les conditions requises pour être membre du jury?

- Y-a-t-il une procédure de sélection des membres du jury?

NON

OUI

Si oui, par qui est-elle effectuée?

.....
.....

- Les correcteurs sont-ils également membres du jury?

NON

OUI

- Le jury a-t-il un pouvoir d'appréciation propre indépendant de celui des correcteurs?

NON

OUI

7.9 Y-a-t-il une procédure d'appel pour les candidats non admis?

NON

OUI

Si oui, comment fonctionne-t-elle?.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....

8. LA DELIVRANCE DES CERTIFICATS DE CONSEILLER A LA SECURITE

8.1 Les certificats sont-ils délivrés par l'autorité compétente?

NON

OUI

Si non, par qui sont-ils délivrés?.....

8.2 Y-a-t-il un fichier national de tous les certificats en cours de validité délivrés dans le pays?

NON

OUI

Si oui, est-il consultable par les autorités chargées du contrôle?

NON

OUI

8.3 Combien y-a-t-il de certificats en cours de validité?
(si possible, merci de donner le détail par mode de transport et par spécialisation)

9.2 Y-a-t-il une obligation de désigner un CS dans chacun des établissements de l'entreprise?

NON

OUI

Si non, un correspondant du CS est-il désigné dans chacun des établissements?.....
.....

9.3 La déclaration par les entreprises, à l'autorité compétente, de leur(s) CS est-elle obligatoire?

NON

OUI

Si oui, existe-t-il un fichier des CS déclarés?

NON

OUI

Si oui, est-il consultable par les autorités chargées du contrôle?

NON

OUI

9.4 Y-a-t-il en droit interne une sanction de prévue pour défaut de désignation du CS?

NON

OUI

Si oui, laquelle?
.....
.....

9.5 L'autorité compétente a-t-elle le pouvoir, à titre de sanction, de retirer le certificat de CS?

NON

OUI

Si oui, combien de certificats ont été retirés?.....

Si non, l'autorité compétente a-t-elle le pouvoir d'interdire à une personne l'exercice de la fonction de CS?

NON

OUI

10. LE STATUT DU CONSEILLER A LA SECURITE

10.1 Le CS, salarié de l'entreprise, bénéficie-t-il, au sein de celle-ci, d'une autonomie spécifique attachée à sa fonction?

NON

OUI

10.2 Le CS, salarié de l'entreprise, a-t-il une position statutairement définie dans l'entreprise?

NON

OUI

10.3 Le CS, salarié de l'entreprise, est-il tenu de consacrer à cette fonction un temps minimum ?

NON

OUI

10.4 Les entreprises ont-elles la possibilité de désigner des CS externes*?

NON

OUI

Si oui :

- Y a t il un nombre maximum d'entreprises pour un CS externe ?
- Le CS externe a-t-il un minimum d'audits par an à effectuer dans chaque entreprise?

NON

OUI

- A-t-il un temps minimum à consacrer à chaque entreprise?

NON

OUI

Si oui , combien de temps ?

- Comment l'autorité compétente peut elle contrôler son activité?.....

.....

** Le CS externe n'appartient pas à l'entreprise (cf. 1.8.3.4): il peut exercer ses fonctions dans plusieurs entreprises en même temps.*

10.5 Dans l'exercice de sa mission, le CS engage-t-il sa responsabilité pénale?

NON

OUI

Commentaires :

.....

.....

11. LA SUITE DONNEE AUX RAPPORTS DES CONSEILLERS A LA SECURITE

11.1 Les rapports d'accidents, établis conformément au 1.8.3.6, sont-ils adressés à une autorité compétente?

NON

OUI

Si oui, cette autorité est-elle :

locale

régionale

nationale

11.2 Les rapports d'accidents, établis conformément au 1.8.3.6 et 1.8.5.1, adressés à l'autorité compétente, sont-ils exploités?

NON

OUI

Si oui :

- Cette exploitation est-elle uniquement statistique?

NON

OUI

- Cette exploitation sert-elle à constituer une base de données?

NON

OUI

Si oui, par qui cette base de données est-elle consultable?.....

.....

11.3 A la réception des rapports d'accidents (établis conformément au 1.8.5.1) des demandes d'information complémentaire ont-elles été formulées par l'autorité compétente?

NON

OUI

11.4 L'Etat contractant serait-il favorable à la définition de critères d'accidents qui, le cas échéant, conduiraient à l'information obligatoire du Secrétariat Général de l'ONU?

NON

OUI

11.5 Les rapports annuels, établis conformément au 1.8.3.3, sont-ils transmis à une autorité compétente?

NON

OUI

Si oui, laquelle?.....

11.6 Les rapports annuels sont-ils exploités par l'autorité compétente?

NON

OUI

Si oui, une synthèse de ces exploitations est-elle effectuée?

NON

OUI

Si oui, cette synthèse fait-elle l'objet d'une communication?

NON

OUI